

[think tanks]

« Il n’y aura pas de solutions libérales durables tant que la bataille à long terme qui est celle des idées n’aura pas été engagée et gagnée. »

Extrait du « Texte fondateur » de l’INSTITUT TURGOT.
<http://www.turgot.com/>

P. 3. | Introduction.

P. 4. | De quoi s’agit-il au juste ?

Acteurs de la société civile. — La France d’en haut. — Indépendance financière. — La voix des grandes entreprises. — Expertise et prospective. — Influence et lobbying. — Défendre le « réalisme économique ». — Le populisme.

P. 12. | Sur le réalisme économique. Extraits de *La haine de la démocratie* de Jacques RANCIÈRE.

P. 13. | 6 règles pour répandre l’idéologie libérale.

1. Nier l’évidence. — 2. Jouer les experts. — 3. User de l’argument d’autorité. — 4. Sélectionner son auditoire. — 5. Faire le contraire de ce qu’on dit. — 6. Ne pas perdre le Nord.

P. 23. | *Think tanks* français d’hier et d’aujourd’hui.

Introduction.

Dans un récent article du *Monde* (« Les intellectuels décryptent la société pour les candidats », le 31/01/07), Raphaëlle Bacqué, évoquant le succès d'associations comme la FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE et LA RÉPUBLIQUE DES IDÉES, salue le retour des intellectuels sur le devant de la scène politique ainsi que leur volonté de « dresser un diagnostic aussi précis que possible de la situation actuelle ». « Notes », « séminaires », « colloques », « ouvrages de chercheurs en sciences sociales », « petits déjeuners d'intellectuels », etc. : la production d'idées semble avoir trouvé une nouvelle jeunesse en France. Mais si les intellectuels en question « s'appliquent [...] à garder une relative indépendance à l'égard de responsables politiques dont ils jugent souvent avec sévérité les promesses », on peut s'interroger sur l'indépendance de ces structures qui les accueillent. Ainsi, Raphaëlle Bacqué nous dit sans trop s'y arrêter que la FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE est « financée par l'UMP ». Elle omet par contre d'évoquer la présence de grands chefs d'entreprise au sein de son conseil de surveillance. De la même manière, Thierry Pech, responsable de la collection *La République des idées* au Seuil, lui concède, parlant de ce renouveau intellectuel, qu'il s'agit d'« un mouvement qui s'exerce dans les deux sens, le monde politique cherche à comprendre la société de façon plus opératoire et le monde intellectuel cherche à devenir plus utile ». Echange de bons procédés ? Pierre Rosanvallon, fondateur de LA RÉPUBLIQUE DES IDÉES, est aussi l'un des quatre membres fondateurs de la feuue FONDATION SAINT-SIMON, cercle de réflexion à l'existence quasi-confidentielle qui s'était fixé, dans les années 80 et 90, la mission de convertir la gauche française et l'opinion public au « réalisme économique ».

L'INSTITUT MONTAIGNE, EN TEMPS RÉEL, la FONDATION CONCORDE, le CERCLE DES ÉCONOMISTES, etc. : plusieurs dizaines d'associations similaires s'efforcent aujourd'hui en France de concilier réflexion intellectuelle et militantisme politique, tout en se faisant les apôtres de l'honnêteté intellectuelle et de l'expertise scientifique. On croise régulièrement leur nom dans la presse et les médias qui n'en finissent plus de nous vanter leurs « rapports », leurs « sondages », leurs « publications ».

Qui sont ces INSTITUTS, ces FONDATIONS, ces CERCLES, ces CLUBS ? Qui les anime ? Qui les finance ? Quel rôle jouent-ils dans la sphère politique contemporaine ? Quelle idéologie les motive ? Voilà les questions que nous avons voulu poser.

De quoi s'agit-il au juste?

La pensée libérale est bien vivante aujourd'hui. Elle se déploie désormais à la faveur d'un échange d'idées à une échelle mondialisée, dans des instituts qui associent chercheurs européens et nord-américains [...].

Philippe NEMO.

L'expression « think tank » est apparue aux États-Unis dans les années 50 avant de se répandre rapidement dans le monde anglo-saxon. Dans un contexte économique fortement marqué par le keynésianisme, on doit aux plus influents de ces « cercles de réflexion », défenseurs du libéralisme sauvage, d'avoir rendu possible, en 1979, l'arrivée de Margaret Thatcher au pouvoir au Royaume Uni.¹ Les « boîtes à idées » prolifèrent aujourd'hui sur le Vieux Continent. A la fois visibles (elles disposent de sites Internet, leur nom apparaît fréquemment dans les médias) et invisibles (personne ne sait vraiment de quoi il s'agit, ni qui les finance et les fréquente), situées à la croisée des pouvoirs politique, intellectuel, médiatique et financier, elles jouent aujourd'hui un rôle décisif dans la production d'idées en France et la diffusion de l'idéologie libérale.

Acteurs de la société civile.

Les *think tanks* sont des institutions privées, « indépendantes des syndicats et des partis »², possédant généralement le statut associatif et rassemblant des acteurs de la société civile soucieux d'intervenir dans le débat public. Intellectuels, hommes d'affaires, philosophes, économistes, universitaires, journalistes s'y côtoient pour réfléchir sur des questions de société, faire de la prospective et proposer des pistes pour l'action politique.

Ainsi, peuvent se croiser au sein de l'INSTITUT MONTAIGNE, association loi 1901 créée en l'an 2000, Claude Bébéar (président du conseil de surveillance du groupe AXA), Nicolas Baverez (économiste), François Ewald (chercheur, universitaire), Alain-Gérard Slama (journaliste), Erik Izraelewicz (directeur adjoint de la rédaction du quotidien *Les Echos*), Henri Hude (philosophe), etc.³

Le très select LE SIÈCLE rassemble pour sa part aussi bien des hommes politiques (Nicolas Sarkozy, Dominique Strauss-Kahn, Jean-Pierre Raffarin, Lionel Jospin, Thierry Breton) que des journalistes (Patrick Poivre d'Arvor, Serge July, David Pujadas), des éditeurs (Odile Jacob), des financiers (Édouard de Rothschild) ou des grands patrons (Michel Pébereau, Louis Schweitzer, Nicole Notat, Alain de

¹ Cf. Keith DIXON, *Les évangélistes du marché*, Raisons d'agir, 1998.

² J. E. Hutin, « Réformer, c'est possible ! Voici comment... », *Ouest France* du 20-21/01/07.

³ Cf. <http://www.institutmontaigne.org/>

Pouzilhac).⁴ On retrouve dans le conseil d'administration et le conseil d'orientation du *think tank* EN TEMPS RÉEL : Laure Adler (ancienne directrice de France Culture), Marcel Gauchet (rédacteur en chef de la revue *Le Débat*), Pascal Lamy (directeur général de l'OMC), François Villeroy de Galhau (président de Cétélem), Denis Olivennes (président directeur général de la FNAC), Philippe Crouzet (directeur général adjoint de Saint-Gobain), Laurent Joffrin (ancien directeur de la rédaction du *Nouvel Observateur*, PDG de *Libération*), etc.⁵

Ainsi entourés, difficile pour les membres de ces associations de garder les pieds sur terre et de ne pas se prendre pour l'élite bien-pensante du pays.

La France d'en haut.

Simon Nora, haut fonctionnaire et ancien membre de la FONDATION SAINT-SIMON, le reconnaît sans peine :

« Nous étions (...) le petit nombre qui savions mieux que les autres ce qui était bon pour le pays, ce qui n'était pas complètement faux. Nous étions les plus beaux, les plus intelligents, les plus honnêtes et les détenteurs de la légitimité. »⁶

Qu'un petit nombre décide discrètement pour le reste de la société en se cachant derrière l'autorité de ces « Instituts » ou de ces « Fondations » de façade ; que la France d'en haut défende ses intérêts de classe en parlant de « réalisme économique » ou de « réformes courageuses à entreprendre », sans demander son avis à la population, voilà qui ne semble pas poser de problème à cette « élite » arrogante.

« Bien sûr que c'est la France d'en haut qui parle à la France d'en haut. Et c'est très bien comme ça. Les gens savent et reconnaissent qu'ils ont besoin d'une élite. Les think tanks n'ont pas forcément besoin de s'adresser à eux car l'important dans leur cas est de toucher les dirigeants. »⁷

Indépendance financière.

Les *think tanks*, pour assurer l'objectivité de leurs recherches et de leurs propositions, se veulent entièrement *indépendants*. Mais cette indépendance leur serait garantie par le fait d'être financés uniquement par des fonds privés !

[L'Institut Montaigne est] financé uniquement par des contributions privées à l'exclusion de toute subvention publique, ce qui assure son indépendance.⁸

⁴ Revue *Stratégies* n° 1365 du 14/04/2005, p. 49.

⁵ Cf. site Internet <http://en.temps.reel.free.fr/>

⁶ Cité par Vincent Laurent, « Les architectes du social-libéralisme. Enquête sur la Fondation Saint-Simon », *Le monde diplomatique*, Septembre 1998.

⁷ Christophe Barbier, directeur de la rédaction de *L'Express*, revue *Think* n° 1, <http://www.offt.eu/>

⁸ Site web : <http://www.institutmontaigne.org/>

La République des idées est un atelier intellectuel où nous voulons acquérir une lucidité panoramique sur la société d'aujourd'hui dans une totale indépendance vis-à-vis des partis politiques.⁹

Indépendant de tout parti politique et de tout groupe d'intérêt, [l'Institut Turgot] est composé de chefs d'entreprise, d'universitaires, de journalistes, d'hommes politiques et de membres actifs de la société civile.¹⁰

Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'IFRI [l'Institut français des relations internationales] se distingue en France par son indépendance □ l'Institut n'est soumis à aucune tutelle administrative et n'est affilié à aucun parti.¹¹

L'Institut de l'entreprise est une association (loi de 1901) créée en 1975 [...]. Ses promoteurs étaient animés par le désir de disposer d'un organe de réflexion, indépendant de tout mandat syndical ou politique, qui leur permette d'affiner leur approche des questions économiques, sociales et sociétales.¹²

En fait d'indépendance, les *think tanks* ne sont jamais que le relais des intérêts de ceux qui les financent. « Leur souci du bien public ne caractérise pas souvent leur activité puisqu'il s'agit en général pour elles de badigeonner d'un vernis expert et détaché les priorités des groupes d'intérêt qui les financent. »¹³ En l'occurrence : les grandes entreprises.

La voix des grandes entreprises.

On retrouve ainsi Claude Bébéar (président du conseil de surveillance du groupe AXA), Henri Lachmann (président du conseil de surveillance de Schneider Electric) et Philippe Wahl (vice-président exécutif du groupe Bolloré) dans le comité directeur de l'INSTITUT MONTAIGNE, dont les contributeurs financiers sont les suivants :

3i France, Accenture, Aegis Media France, AGF, Amgen, APC - Affaires Publiques Consultants, Areva, A.T. Kearney, August & Debouzy avocats, Axa, BearingPoint, BioMérieux, BNP Paribas, Bolloré, The Boston Consulting Group, Bouygues, Capgemini, Carrefour, Rallye - Casino, H. de Clermont-Tonnerre - ERSAs, CS Communication & Systèmes, Groupe Dassault, Dexia, EADS, Ernst & Young, Eurazeo, Euronext, Experian, Facom, Fédération Multivilles, GE Money Bank, GL Trade, Groupama, Hameur, HDF, HSBC France, IDI, JeantetAssociés, JT International, J. Walter Thompson, Janssen-Cilag, Groupe Johnson & Johnson, KPMG S.A., Lazard Frères, LVMH - Moët-Hennessy - Louis Vuitton, M6, McKinsey & Company, Média-Participations, Mercer, Microsoft, Pfizer, Pierre & Vacances, Groupe Plan créatif, PricewaterhouseCoopers, Renault sas, Ricol, Lasteyrie et Associés, Rothschild & Cie, RTE Réseau de Transport d'Electricité, Sanofi-Aventis, Schneider Electric, Serono, Servier Monde, Sia conseil, SNCF Groupe, Sodexo, Suez, Tecnet Participations, Tilder, Total, Veolia Environnement, VINCI, Vivendi, Wendel Investissement, WordAppeal.¹⁴

⁹ Thierry Pech, directeur de la revue *La vie des idées*, in *Le monde*, 19.05.06.

¹⁰ Site web <http://www.turgot.com/>

¹¹ Site web <http://www.ifri.org/>

¹² Site web <http://www.institut-entreprise.fr/>

¹³ Serge Halimi, « Essor de la pensée mercenaire », in *Le monde diplomatique*, Janvier 2007, p. 25.

¹⁴ Cf. site web <http://www.institutmontaigne.org/> Le budget annuel de l'INSTITUT MONTAIGNE est d'environ 2 millions d'euro.

De la même manière les plus grands groupes du CAC 40 sont membres de l'IFRI (Accor, Air France, Areva, Axa, Bouygues, Carrefour, EADS, etc.) ou de l'INSTITUT DE L'ENTREPRISE, dont le président, Michel Pébereau est l'ancien PDG de BNP Paribas (dont il préside toujours le conseil d'administration). Idem : « C'est grâce aux largesses de grandes entreprises (Lafarge, Altadis, les AGF, EDF, Air France...), obtenues par l'entremise de M. Jean Peyrelevade, un ancien de SAINT-SIMON passé du cabinet de M. Pierre Mauroy à Matignon à la présidence du Crédit lyonnais, que LA RÉPUBLIQUE DES IDÉES a pu voir le jour. »¹⁵ LA FONDATION SAINT-SIMON était elle-même financée par La Caisse des dépôts, Suez, Publicis, la Sema, le Crédit local de France, la banque Wormser, Saint-Gobain, BSN Gervais-Danone, MK2 Productions, Cap Gemini Sogeti, etc.¹⁶ Voilà sans doute pourquoi Roger Fauroux, un de ses anciens membres, peut se féliciter d'être parvenu à mobiliser des sommes allant jusqu'à 2 millions de francs par an sans jamais avoir recours à des fonds publics.¹⁷ L'existence de ces boîtes « indépendantes » serait donc fortement compromise sans la largesse des grands groupes.

Mais les *think tanks* le leur rendent bien :

Nous avons pensé qu'il fallait que le monde de l'entreprise et celui de l'Université se rencontrent.¹⁸

L'Ifri consacre, à l'intention des dirigeants d'une centaine de sociétés-membres, des manifestations qui prennent en compte leurs préoccupations.¹⁹

« Des entreprises au service des Hommes » tel était le thème d'une grande conférence organisée par la Fondation Concorde le 16 novembre [2004].²⁰

[L'Institut de l'entreprise] est à la fois un lieu d'élaboration d'une pensée managériale moderne et un centre de réflexion sur les sujets de société.²¹

Expertise et prospective.

Pourtant, cela n'empêche pas les *think tanks* de se présenter comme autant de « creusets d'idées », de « forums de réflexion », de « plateformes de rencontres » ou d'« ateliers intellectuels » soucieux de produire et de diffuser des connaissances neutres et objectives, fruit de travaux sérieux réalisés par des « spécialistes » et des « experts ».

Grâce à ses chercheurs associés et à ses groupes de travail, l'Institut Montaigne élabore et diffuse des propositions concrètes de long terme sur les grands enjeux

¹⁵ Cf. Laurent Bonelli, « Quand Pierre Rosanvallon fustige un "déficit de compréhension" », in *Le monde diplomatique*, mai 2006.

¹⁶ Cf. Vincent Laurent, art. cité.

¹⁷ Ibid.

¹⁸ Roger Fauroux, cité par Vincent Laurent, art. cité.

¹⁹ Cf. <http://www.ifri.org/>

²⁰ *La revue parlementaire* n° 875, décembre 2004-janvier 2005.

²¹ Site web <http://www.institut-entreprise.fr/>

auxquels nos sociétés sont confrontées. Ces recommandations résultent d'une méthode d'analyse et de recherche rigoureuse et critique.²²

Pour préparer et enrichir [les] analyses [des décideurs], [l'Institut Turgot] met en place une forte logistique intellectuelle en mobilisant des universitaires, des consultants et des cadres d'entreprise, français et étrangers, qui garantissent la rigueur et la validité scientifique de ses travaux.²³

Tous s'accordent pour dire que la recherche académique et institutionnelle française est en retard et frileuse ; qu'elle est incapable de donner un nouveau souffle à la vie intellectuelle et de proposer des solutions novatrices, adaptées au nouvel environnement économique du pays. Dans un tel contexte, les *think tanks*, tournés vers l'avenir et ouverts sur le monde, conscients des nouveaux enjeux, se présentent au contraire comme les véritables représentants de l'innovation théorique et du renouveau intellectuel.

[L'Institut Montaigne veut] influencer utilement le débat public en apportant des idées pragmatiques et originales [en donnant] la parole à des acteurs de la société civile venus de divers horizons et qui cherchent à s'affranchir des schémas de pensée préexistants.²⁴

A l'orée du 21^{ème} siècle, notre pays a besoin de nouvelles visions. Pour répondre à ce besoin de renouveau dans les idées et dans les propositions politiques, nous nous sommes structurés autour d'une « Fondation » et de groupes d'études. Nous publions nos travaux afin qu'ils contribuent à préparer l'avenir.²⁵

Créée en 2002, La République des Idées est à la fois un lieu et un lien. Un lieu de production et d'échange d'idées neuves en Europe et dans le monde. [...] [Elle] souhaite participer à la refondation de la vie intellectuelle en France et en Europe.²⁶

[La Fondation pour l'innovation politique] vise à confronter librement des visions nouvelles du monde et de la société, et à imaginer des réponses politiques hors des sentiers battus.²⁷

Toute une panoplie de moyens est mise en œuvre par les *think tanks* pour faire entendre leur voix et « offrir de nouveaux outils de réflexion et d'analyse » aux décideurs. Organisations de conférences, de discussions (débats *Libres échanges* de l'INSTITUT MONTAIGNE une fois par mois), de séminaires, de petits déjeuners-débats, d'émissions radiophoniques (le CERCLE DES ÉCONOMISTES sur *Radio Clas-sique*), de rencontres, de « discussions de haut niveau [qui] se déroulent à huis clos et sont organisées autour d'un thème et d'un intervenant prestigieux ». ²⁸

Ils peuvent ainsi s'adonner à une véritable activité éditoriale : publications de rapports (rapport annuel *Ramsès de l'Ifri*), de « Cahiers » (EN TEMPS RÉEL), d'études, de livres (coll. « La république des idées » au Seuil), de revues (*La vie*

²² Cf. site web <http://www.institutmontaigne.org/>

²³ Cf. <http://www.institut-entreprise.fr/>

²⁴ Cf. site web <http://www.institutmontaigne.org/>

²⁵ Cf. <http://www.fondationconcorde.com>

²⁶ Cf. <http://www.repid.com>

²⁷ Cf. <http://www.fondapol.org/>

²⁸ Cf. <http://www.turgot.com/>

des idées de LA RÉPUBLIQUE DES IDÉES, *Politique étrangère* de l'Ifri), de sondages (INSTITUT DE L'ENTREPRISE), etc. tout en disposant de relais importants dans la presse et les médias qui leur permettent de faire leur constante autopromotion.²⁹

Mais cela peut aller beaucoup plus loin. L'INSTITUT DE L'ENTREPRISE « mène depuis six ans des actions en direction des 5 000 professeurs de sciences économiques et sociales visant à diffuser la culture de la micro-économie [...]. »³⁰ Il met ainsi à leur disposition une base documentaire en ligne (www.melchior.fr) proposant « des études de cas, bâties autour de l'expérience réelle d'entreprises » ou « des textes, dont le choix privilégie les sources difficilement accessibles : services de recherche économique des entreprises, publications des grandes institutions internationales, revues de référence peu diffusées ». ³¹ Il organise par ailleurs des stages d'immersion en entreprise pour les élèves des classes ES et des « Entretiens Louis le Grand » visant à promouvoir « l'échange entre le monde de l'enseignement et celui de l'entreprise ».

Influence et lobbying.

On l'aura compris, les *think tanks* exercent une véritable activité de lobbying auprès des institutions et des partis politiques — mais aussi auprès des masses — en profitant des leurs réseaux d'influence dans les médias ainsi que dans les milieux intellectuels et universitaires.

L'Institut Montaigne élabore et diffuse des propositions concrètes de long terme sur les grands enjeux auxquels nos sociétés sont confrontées. Ces recommandations résultent d'une méthode d'analyse et de recherche rigoureuse et critique. Elles font ensuite l'objet d'un lobbying actif auprès des décideurs publics.³²

L'OBSERVATOIRE FRANÇAIS DES THINK TANKS, qui se propose lui-même, par le biais de son magazine trimestriel *Think* et de son site Internet, « d'apporter [...] de la connaissance sur la production d'idées en France aux décideurs »³³, est plus explicite encore à son sujet :

Autre credo de l'Institut Montaigne : la promotion d'idées. Car, si l'association n'est pas un lobby (elle ne défend pas les intérêts particuliers d'un groupe), le lobbying est néanmoins une de ses activités principales [sic]. L'objectif : influencer les hautes instances dirigeantes en fonction des résultats des travaux de recherche. Et pour convaincre les élus, tous les moyens sont mis en œuvre : envoi de documents, coups de téléphone et bien sûr, rendez-vous avec des personnalités des différents partis de droite et de gauche. Résultat : « sur 500 propositions formulées en cinq ans, 13% ont été débattues à l'Assemblée Nationale et 7% ont été adoptées », précise le directeur de l'Institut.³⁴

²⁹ Pierre Rosanvallon, président de LA RÉPUBLIQUE DES IDÉES, a par exemple longtemps compté au nombre de éditorialistes associés au *Monde*.

³⁰ *Le Monde*, 02/09/06.

³¹ Cf. <http://www.institut-entreprise.fr/>

³² Cf. site web <http://www.institutmontaigne.org/>

³³ Cf. <http://www.oftt.eu/>

³⁴ Cf. site <http://www.oftt.eu/>

De la même manière,

la Fondation Concorde est le think tank le plus proche de l'actuel Elysée. Ses membres actifs sont régulièrement invités à dîner par le président, des occasions pour apporter leurs conseils et faire part de leurs réflexions directement au chef de l'Etat.³⁵

Ce travail de fond pour faire entendre la voix et les intérêts des grands groupes passe par une défense tous azimuts, quoique plus ou moins avouée, de l'économie de marché.

Défense du « réalisme économique ».

Pour Keith Dickson, « la grande majorité des *think tanks* joue aujourd'hui le rôle de voitures-balais de l'idéologie néo-libérale ». ³⁶ Ainsi, la FONDATION SAINT-SIMON s'était fixé la mission de « convertir la "première gauche" à l'économie de marché »³⁷, « d'inculquer le "réalisme" aux acteurs sociaux » et de « construire un nouveau sens commun ».³⁸

La Fondation Concorde s'attache [pour sa part] à diffuser des propositions promouvant l'activité économique et l'entrepreneuriat en particulier, car pour [elle], « sans création de richesse il ne peut y avoir de politiques sociales ». ³⁹

LA RÉPUBLIQUE DES IDÉES, think tank de centre gauche proche du Parti Socialiste, inscrit elle-même ses recherches dans le cadre général du libéralisme économique. Ainsi, évoquant comme axe de travail, « les transformations du capitalisme », elle admet que « c'est en réalité l'entrée dans un nouveau mode d'organisation du travail, de circulation des informations et des biens qu'il s'agit de comprendre ». Faire des constats, oui. Mais si alarmistes soient-ils, « ces constats ne doivent pourtant pas conduire à condamner le marché. "Condamner le marché" est une expression qui n'a d'ailleurs aucun sens, gronde Castel. Il n'y a pas de modernité possible sans marché. »⁴⁰ Une fois encore :

Construit sur le modèle de l'Institute of Economic Affairs (Londres), l'Institut Turgot entend jouer un rôle décisif dans la production et la défense des idées libérales en France et en Europe.⁴¹

Pour ce dernier, la défense du libéralisme économique prend même la forme d'un combat, voire d'une croisade :

³⁵ Cf. « l'annuaire des think tanks » in *Le journal du management* : <http://management.journaldunet.com/dossiers/040435thinktanks/annuaire/>

³⁶ Op. cité.

³⁷ Eric Aeschimann & Pascal Riche in *Libération*, 18 septembre 2006.

³⁸ Ibid.

³⁹ Cf. <http://www.fondationconcorde.com/>

⁴⁰ Robert Castel, *L'insécurité sociale*, coll. *La République des idées* – Le Seuil, 2003, p. 91-92, cité in *Le Plan B*, n°4, octobre - novembre 2006.

⁴¹ Cf. <http://www.turgot.com/>

Pour l'Institut Turgot, il n'y aura pas de solutions libérales durables tant que la bataille à long terme qui est celle des idées n'aura pas été engagée et gagnée.⁴²

Dans ce paysage idéologique homogène, il convient de signaler l'existence de la FONDATION COPERNIC, seul *think tank* ouvertement antilibéral déclaré à ce jour. Elle « s'adresse [en effet] à toutes les organisations politiques, syndicales et associatives ainsi qu'à toutes celles et tous ceux qui ne se résignent pas à l'ordre néo-libéral. »⁴³

Le populisme.

On essaiera sans doute de neutraliser toute forme de suspicion vis-à-vis de ces officines du pouvoir et des prétendues « élites » qui y évoluent en l'accusant de céder au populisme.

Mais pour le philosophe Jacques Rancière :

Sous le terme de [« populisme »] on veut ranger toutes les formes de sécession par rapport au consensus dominant, qu'elles relèvent de l'affirmation démocratique ou des fanatismes radicaux ou religieux. Et l'on veut donner à l'ensemble ainsi constitué un seul principe : l'ignorance des arriérés, l'attachement au passé, qu'il soit celui des avantages sociaux, des idéaux révolutionnaires ou de la religion des ancêtres. Populisme est le nom commode sous lequel se dissimule la contradiction exacerbée entre légitimité populaire et légitimité savante, la difficulté du gouvernement de la science à s'accommoder des manifestations de la démocratie et même de la forme mixte du système représentatif. Ce nom masque et révèle en même temps le grand souhait de l'oligarchie : gouverner sans peuple, c'est-à-dire sans division du peuple ; gouverner sans politique.⁴⁴

Mais si la victoire du « non » au référendum sur la Constitution européenne, le 29 mai 2005, a pu constituer une belle revanche pour cette partie de la population qui n'a pas encore été convertie au réalisme économique, le combat est loin d'être gagné.

Pendant les grèves de 1995, des intellectuels français bien pensants décidèrent d'intervenir pour soutenir le projet Juppé de réforme des retraites. Quelques animateurs de la revue *Esprit* lancèrent ainsi une pétition pour soutenir la stratégie de Nicole Notat (CFDT) et contactèrent la FONDATION SAINT-SIMON pour qu'elle mette en place un plan de soutien médiatique de ses propositions. La FONDATION disposait à ce moment précis de relais importants dans la presse et les médias : elle comptait notamment parmi ses membres Jean Drucker (président de M6), Jean-Pierre Elkabbach (président d'Europe 1), Bernard Spitz (président de la direction de Canal +), Anne Sinclair, Christine Ockrent, etc. Alain Touraine, désigné officieusement comme son porte-parole, parvint, grâce à ses contacts, à se faire l'invité omniprésent des débats politiques.

⁴² Ibid.

⁴³ Cf. site Internet <http://www.fondation-copernic.org/>

⁴⁴ J. Rancière, *La haine de la démocratie*, La fabrique, 2006, p. 88.

Cette coalition pour soutenir la « révolution » Juppé se heurta aux prises de position répétées de Pierre Bourdieu en faveur du soutien aux grévistes et conduira à la dissolution de la FONDATION SAINT-SIMON, devenue trop visible, en 1999. Mais pour Pierre Rosanvallon, l'un de ses quatre membres fondateurs, « elle a globalement rempli la fonction sociale qui a été la sienne ».⁴⁵

La FONDATION SAINT-SIMON, expliquait encore Jean Daniel, « est née avec le présupposé que le déblocage de la société française passait par un capitalisme réel, assumé, mais régulé et moralisé par des gens de gauche ». Mission vite accomplie : « Nos idées — croyance dans l'économie de marché, l'Europe — sont au pouvoir », plastronnait en 1999 Michel Albert, l'un de ses membres.⁴⁶

—

⁴⁵ *Le Monde*, 23 juin 1999.

⁴⁶ *Le Nouvel Observateur*, 01/07/99, cité par *Le Plan B* n° 4, octobre - novembre 2006.

Sur le réalisme économique.

« La longue dégénérescence et le brutal effondrement du système soviétique, comme l'affaiblissement des luttes sociales et des mouvements d'émancipation ont permis que s'installe la vision consensuelle portée par la logique du système oligarchique. Selon cette vision, il n'y a qu'une seule réalité qui ne nous laisse pas le choix de l'interpréter et nous demande seulement des réponses adaptées qui sont les mêmes, quelles que soient nos opinions et nos aspirations. Cette réalité s'appelle économie : en d'autres termes, l'illimité du pouvoir de la richesse. »

« Le récent référendum européen en a administré la preuve. Dans l'esprit de ceux qui soumettaient la question à référendum, le vote devait s'entendre selon le sens primitif de l'« élection » en Occident : comme une approbation donnée par le peuple assemblé à ceux qui sont qualifiés pour le guider. Il le devait d'autant plus que l'élite des experts d'Etat était unanime à dire que la question ne se posait pas, qu'il ne s'agissait que de poursuivre la logique d'accords déjà existants et conformes aux intérêts de tous. La principale surprise du référendum a été celle-ci : une majorité de votants a jugé, à l'inverse, que la question était une vraie question [...]. »

« Car, dans la diversité de leurs motivations et l'incertitude de leurs formulations, la critique de la « mondialisation », la résistance à l'adaptation de nos systèmes de protection et de prévoyance sociales à ses contraintes ou le rejet des institutions supra-étatiques touchent le même point sensible : quelle est exactement la nécessité au nom de laquelle s'opèrent ces transformations ? Que l'accroissement du capital et les intérêts des investisseurs aient leurs lois, relevant d'une mathématique savante, on l'admet volontiers. Que ces lois entrent en contradiction avec les limites posées par les systèmes nationaux de législation sociale est également clair. Mais qu'elles soient des lois historiques inéluctables auxquelles il est vain de s'opposer et qu'elles promettent, pour les générations futures, une prospérité qui mérite le sacrifice de ces systèmes de protection, cela n'est plus affaire de science mais de foi. [...] De fait, la foi historique a changé de camp. Elle semble aujourd'hui l'apanage des gouvernants et de leurs experts. »

Jacques RANCIÈRE, *La haine de la démocratie*, La fabrique, 2005.

—

6 règles pour répandre l'idéologie libérale.

1. *Nier l'évidence.*

Dans la revue *Le Débat* de janvier-février 2005, Claude Allègre remarque :

« Les Américains ont mis en place depuis longtemps des institutions qu'on appelle les think tank destinées à réfléchir sur l'avenir du monde, des sociétés et surtout, bien sûr, de l'Amérique. Ces institutions [...] sont composées de chercheurs de grande qualité, travaillant à temps plein et produisant des rapports de prospective avec, à la clef, des recommandations pour les gouvernements. »⁴⁷

Si Claude Allègre parle ici de « rapports », c'est précisément parce qu'un *think tank* américain, GLOBAL BUSINESS NETWORK, venait de publier en 2004, sur demande du Pentagone, un rapport sur le réchauffement climatique dont il se félicitait.

« Aujourd'hui, les Etats-Unis se penchent sur le problème des modifications climatiques à l'échelle du siècle. C'est une sage initiative traitant d'un problème difficile que nous ferions bien de suivre. Ce qui est original dans ce rapport, c'est qu'il sort de la rengaine habituelle sur l'effet de serre (même s'il en intègre les scénarios les plus pessimistes). »⁴⁸

Le rapport en question, intitulé « Imaginer l'impensable » et reproduit dans les pages de la même revue *Le Débat*, a été réalisé par Peter Schwartz et Doug Randall. Ceux-ci envisagent un brusque refroidissement du climat planétaire dès 2010 et l'entrée de la Terre dans une période glaciaire faisant suite à des années de réchauffement croissant, comme ce fut le cas il y a 8 200 ans.

Ce que ni Claude Allègre ni *Le Débat* ne prennent la peine de préciser, c'est que Peter Schwartz — co-fondateur de GLOBAL BUSINESS NETWORK — et Doug Randall ne sont pas climatologues. Issus tous deux du monde des affaires, Peter Schwartz a notamment travaillé pour la compagnie pétrolière Royal Dutch/Shell entre 1982 et 1986 à Londres !

GLOBAL BUSINESS NETWORK compte lui-même parmi ses 200 observateurs internationaux (*Worldview Members*) les plus grands pollueurs de la planète :

⁴⁷ « Penser l'avenir » in *Le Débat*, n° 133, janvier-février 2005, pp. 157-159. Marcel Gauchet, le rédacteur en chef de cette revue, est un ancien de la FONDATION SAINT-SIMON et aujourd'hui membre du conseil d'orientation du *think tank* EN TEMPS RÉEL.

⁴⁸ Ibid.

Boeing, Coca-Cola Company, General Motors, General Electric, EDF, Ford Motor Company, L'Oréal, Monsanto, Nissan, Nokia, Shell, Texaco, Toyota, etc. pour ne citer que les plus célèbres.⁴⁹ Parmi ceux-ci, on trouve notamment ExxonMobil, connu pour avoir financé une quarantaine de *think tanks* américains (comme le COMPETITIVE ENTERPRISE INSTITUTE créé de toutes pièces pour l'occasion ou l'AMERICAN ENTERPRISE INSTITUTE) pour qu'ils réfutent la thèse du réchauffement climatique.⁵⁰ De la même façon, « fondée en 1989 par Texaco, British Petroleum, Ford, General Motors, Chrysler..., la GLOBALE CLIMATE COALITION a milité contre le protocole de Kyoto et la réduction des gaz à effets de serre tout en lançant des campagnes d'« information » visant à discréditer les conclusions du GIEC (Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat). »⁵¹

Ces informations sur le lobbying exercé par les grands groupes pétroliers par l'intermédiaire des *think tanks* étaient données dans un numéro spécial de *L'Express* sur la menace du réchauffement climatique.

Quelques mois plus tôt, dans le même magazine, Claude Allègre, à l'occasion de l'une de ses chroniques hebdomadaires, dénonçait à propos du même réchauffement climatique « la dictature intellectuelle qu'exerce un groupe de pression ». ⁵² Mais le « groupe de pression » en question n'avait rien à voir alors avec un quelconque *think tank* ou une multinationale soucieuse de défendre ses intérêts. Il s'agissait au contraire des défenseurs de « la théorie à la mode sur le réchauffement de la planète par effet de serre causé par les dégagements de gaz carbonique d'origine anthropique, qui tente de s'imposer par les votes d'une commission internationale désignée par les Etats ! ». ⁵³

Claude Allègre, membre de l'Académie des sciences, a reçu la Médaille d'or du CNRS en 1994 pour ses travaux en physique du globe.

2. Jouer les experts.

Philippe Nemo est membre du conseil scientifique de l'INSTITUT TURGOT, « *think tank* libéral francophone » qui se propose, « sur le modèle de l'INSTITUTE OF ECONOMIC AFFAIRS, de jouer un rôle décisif dans la production et la défense des idées libérales en France et en Europe »⁵⁴ Le Président de cette officine, Jacques Raiman, a lui-même été membre de la SOCIÉTÉ DU MONT-PÈLERIN, « maison-mère » des boîtes à idées néo-libérales dans le monde.⁵⁵ Philippe Nemo est aussi le coordonnateur, avec le scientifique Jean Petitot, de

⁴⁹ Pour la liste complète, cf. <http://www.gbn.org/>

⁵⁰ Cf. Serge Halimi, « Essor de la pensée mercenaire » in *Le monde diplomatique*, Jan. 2007, p. 25.

⁵¹ G. Charles, « Ça chauffe ! » in *L'Express*, n° 2894-2895, du 21 décembre 2006 au 3 janvier 2007, pp. 92-93.

⁵² « Science et démocratie », in *L'Express* du 31/8/06.

⁵³ Voir aussi les chroniques : « Neiges du Kilimandjaro » (*L'Express* du 21/9/06), « Gérer notre planète » (*L'Express* du 19/10/06), « L'adaptation » (*L'Express* du 16/11/06). Il semblerait que depuis le numéro spécial du 21/12/06 sur le réchauffement climatique, la chronique de Claude Allègre ait déserté les pages de l'hebdomadaire.

⁵⁴ Cf. <http://www.turgot.com/>

l'ouvrage *Histoire du libéralisme en Europe*, publié en octobre 2006 par les très prestigieuses Presses Universitaires de France (PUF).⁵⁶

Cet ouvrage est en réalité l'épaisse compilation des travaux d'un long séminaire de recherche coorganisé entre 2001 et 2005 par le Centre de Recherche en Philosophie Economique (CREPHE) de l'ESCP-EAP. L'ESCP-EAP n'est rien d'autre que l'Ecole Supérieure de Commerce de Paris, antenne française de la très libérale EUROPEAN SCHOOL OF MANAGEMENT. Au programme de cette dernière : « un environnement qui ouvre les esprits à voir, penser et travailler selon des manières nouvelles et différentes, compétences vitales pour les leaders du marché d'aujourd'hui » ; environnement propice à la préparation des « "business leaders" de demain aux challenges d'un monde changeant et de plus en plus multiculturel »⁵⁷, en d'autres termes : préparation à l'économie de marché mondialisée. Les textes présents dans cet ouvrage ont donc été préalablement servis, sous forme de séminaires et de conférences, à la crème des étudiants en économie et en management, future élite dirigeante mondiale.

Quand Nemo & Petitot nous avertissent que « même si les organisateurs et les auteurs de l'ouvrage sont plutôt favorables au libéralisme, ils le sont pour des raisons différentes et complémentaires et l'ouvrage n'est donc pas doctrinaire », il suffit donc de comprendre que *tous les organisateurs et les auteurs de l'ouvrage sont favorables au libéralisme*. Le ton est donné. L'ouvrage pourtant n'aurait rien de doctrinaire ou d'idéologique ? Voilà « la démarche scientifique et critique » que Nemo et Petitot tentent de faire avaler de force à leurs lecteurs.

Démarche d'autant moins discutable que la question du libéralisme est une affaire d'experts. Tout au long de leur introduction, Nemo et Petitot l'assèment : seuls les spécialistes sont en position de savoir, d'évaluer et de juger.

« Les critiques idéologiques actuelles et le "politiquement correct" antilibéral reposent, la plupart du temps, sur une erreur logique [...]. » p. 13
« [...] la spécificité très technique des thèses libérales. » p. 13
« La plus grande obstruction à la compréhension du libéralisme est, en fait, de nature théorique. Elle renvoie à une incompréhension foncière de ce que peut être un ordre *complexe* dans une société *auto-organisée*. » p. 14
« Le contrôle politique du social et de l'économique repose sur une erreur scientifique. » p. 14
« La mécompréhension persistante des phénomènes auto-organisationnels que recouvre la formule de "main invisible" [...] » p. 16

⁵⁵ Sur la Société du Mont Pèlerin et son influence dans la diffusion des thèses néo-libérales dans le monde, cf. Keith DIXON, *Les évangélistes du marché*, Raisons d'agir, 1998.

⁵⁶ *Histoire du libéralisme en Europe*, Ph. Nemo & J. Petitot (dir.), PUF, 2006. Le projet de cet ouvrage est simple : montrer que la tradition libérale, que les européens rejettent sous prétexte qu'elle serait une spécificité strictement anglo-saxonne, est en fait enracinée profondément dans la culture européenne depuis ses origines médiévales ; le siècle des *Lumières* représentant le moment historique de son épanouissement. La conclusion explicite de ces analyses est la suivante : puisque le libéralisme (dans un sens très général) fait intégralement partie de notre identité européenne, puisque chaque nation européenne a participé à son avènement, nous n'avons en fait aucune raison de rejeter le libéralisme (économique) en bloc □ l'éventualité que les peuples européens rejettent le libéralisme pour des raisons liées non pas à la sauvegarde de leur identité mais à ses effets propres échappant pour ainsi dire aux auteurs !

⁵⁷ <http://www.escp-eap.net/>

« La difficulté de penser dans les affaires humaines un ordre spontané complexe de type "naturel". » p. 17

« Il semble que de nombreuses personnes n'arrivent pas à conceptualiser ce que sont des interactions [...] » p. 18

« Par exemple l'incompréhension de ce qu'on pourrait appeler [...] » p. 21

« Et ce qu'on ignore plus encore d'ordinaire aujourd'hui [...] » p. 21

Comme s'il fallait nécessairement connaître la science des systèmes complexes et avoir lu tout Hayek pour pouvoir s'exprimer sur la question du libéralisme ! Nemo et Petitot, mais aussi tous les contributeurs de l'ouvrage, de même que les membres de l'INSTITUT TURGOT ou de la SOCIÉTÉ DU MONT PÈLERIN, tous ces « experts », ces « spécialistes » s'arrogent le monopole du jugement en la matière et discréditent *ipso facto* toute parole qui ne serait pas « savante ». Ceux qui vivent au quotidien la réalité concrète du libéralisme, dans les usines, les rues, les syndicats, les HLM, n'ont plus qu'à se taire.⁵⁸

De toute façon, « on ne peut critiquer [le libéralisme] qu'à condition d'inventer une meilleure méthode pour relever les défis et résoudre les problèmes, et non pas à partir d'utopies prémodernes. » (p. 16) La question est réglée. Vive le « réalisme économique » !

3. User de l'argument d'autorité.

« La politique de l'autruche mine la cohésion sociale et compromet la croissance » regrette Jeanne Emmanuelle Hutin dans son article « Réformer, c'est possible ! Voici comment... » paru dans Ouest France (20-21/01/07). « Heureusement, précise-t-elle, l'INSTITUT DE L'ENTREPRISE interpelle les candidats. »

Cet INSTITUT, présenté sobrement comme un « groupe de réflexion indépendant des syndicats et des partis », vient en effet de publier un ouvrage aux éditions Robert Laffont : *C'est possible ! Voici comment... Lettre ouverte à notre prochain(e) président(e)*.⁵⁹ Dans son compte-rendu, Jeanne Emmanuelle donne abondamment la parole à Michel Pébereau et Bernard Spitz, les coordonnateurs de l'ouvrage tout gagnés à la cause réformiste.

Les mesures proposées par les deux auteurs sont les suivantes : « Remettre de l'ordre dans nos finances publiques pour les réorienter vers la croissance. Réformer nos régimes de protection sociale. Développer la compétitivité du territoire national et l'emploi. Education et recherche réorientées vers l'économie de la connaissance [sic] ». Est évoqué ensuite un non moins mystérieux sondage selon lequel « les français sont prêts aux réformes » !

J. E. Hutin oublie pourtant de préciser que l'INSTITUT DE L'ENTREPRISE est un *think tank* patronal — fondé en 1975 par François Ceyrac, Jean Chenevier, François Dalle et une trentaine de grands groupes — poursuivant deux objectifs : « contribuer à alimenter la réflexion des chefs d'entreprise sur les enjeux économiques et

⁵⁸ Sur le mépris des élites pour l'avis de « la France d'en bas » sur la question du libéralisme, cf. Pierre Bourdieu, *Contrefeux*, Raisons d'agir, 1998.

⁵⁹ Janvier 2007.

sociaux et promouvoir auprès du plus grand nombre l'idée que l'entreprise joue un rôle fondamentalement positif dans la société »⁶⁰. Il se présente ainsi comme « un lieu d'élaboration d'une pensée managériale moderne ».⁶¹

On compte parmi les membres de l'INSTITUT DE L'ENTREPRISE les plus grands groupes français : Accor, AGF, Alstom, Arcelor, Areva, BNP Paribas, Carrefour, le Crédit agricole, EDF, etc. — et jusqu'au MEDEF !⁶²

J. E. Hutin oublie encore de nous dire que Michel Pébereau est lui-même l'ancien PDG de BNP Paribas, aujourd'hui Président du conseil d'administration de cette société ; de même que de présenter Bernard Spitz, ancien directeur de la stratégie chez Vivendi Universal, gérant de BSConseil, une société de conseil en stratégie et en communication, et cadre à la direction générale de Canal +. Il est par ailleurs le secrétaire général d'EN TEMPS RÉEL, autre *think tank* fondé par des jeunes membres de la FONDATION SAINT-SIMON après sa dissolution en 1999 et financé exclusivement par des fonds privés.⁶³ En Temps Réel vient par ailleurs de publier (octobre 2006) un « Cahier » sur le thème « Presse et Internet — une chance, un défi : enjeux économiques, enjeux démocratiques » rédigé par Antoine de Tarlé, ancien directeur général adjoint de TF1, et aujourd'hui directeur général adjoint de Ouest-France et patron des activités multimédia du groupe !⁶⁴

Ces présentations préliminaires auraient été d'autant plus bienvenues que J. E. Hutin redonne la parole à ces deux compères dès le lendemain, dans un article plus long, agrémenté de beaux graphiques, intitulé : « Non, les français n'ont pas toujours peur des réformes » (O.F., 21/01/07). La lumière est faite sur le sondage évoqué la veille. Il s'agit d'un « sondage pour l'INSTITUT DE L'ENTREPRISE » qui montrerait que les personnes interrogées « adhèrent au principe de réformes de grandes ampleur ».⁶⁵ On parle à nouveau de l'ouvrage *C'est possible ! Voici comment...* mais aussi d'une certaine « commission Pébereau » et d'un rapport sur *La France face à sa dette*.⁶⁶ De BNP Paribas, de BSConseil, de Canal +, des grands groupes qui financent à la pelle l'INSTITUT DE L'ENTREPRISE et EN TEMPS RÉEL, du MEDEF, pas un mot.

Mais surprise, le lendemain encore, c'est notre ami Bernard Spitz qui a le grand honneur de pouvoir s'exprimer dans l'encart éditorial du quotidien. Son « Point de vue » s'intitule cette fois : « Les jeunes ne paieront pas ! » Présenté lapidairement comme « auteur de "Le papy-krach" (Editions Grasset) », nulle mention n'est faite de ses activités militantes aux côtés des patrons du CAC 40.

⁶⁰ Cf. *Think* n°2, la revue de l'Observatoire Français des Think Tanks : <http://www.oftt.org/>

⁶¹ www.institut-entreprise.fr

⁶² Pour une liste complète (plus de 120 entreprises adhèrent à l'Institut) cf. www.institut-entreprise.fr

⁶³ Cf. *Think* n°1, la revue de l'Observatoire Français des Think Tanks : <http://www.oftt.org/>

⁶⁴ Cf. <http://en.temps.reel.free.fr/cahiers.htm/>

⁶⁵ Selon ce même sondage, les français « adhèrent à l'idée de prendre davantage en compte les performances dans la rémunération et la carrière des fonctionnaires ».

⁶⁶ Robert Laffont, novembre 2006.

Spitz profite de cette tribune pour poser aux citoyens du Grand Ouest la question qui fâche : « comment un pays endetté, qui vieillit et dont la population active va diminuer, pourra-t-il durablement financer son système de protection sociale déjà lourdement déficitaire ? » J. E. Hutin avait déjà préparé le terrain le 2 janvier 2007 : « rénover la France pour qu'elle devienne capable d'innover et de prospérer dans le grand vent qui se lève », « tout cela révèle que le pays doit se transformer », « les réformes qu'il faut avoir le courage d'accomplir pour rester dans le mouvement du développement ». Mais était-ce aux travaux de l'INSTITUT DE L'ENTREPRISE, d'EN TEMPS RÉEL, ou aussi bien du CERCLE DES ÉCONOMISTES, de la FONDATION CONCORDE ou de l'INSTITUT MONTAIGNE qu'elle pensait lorsqu'elle constatait : « face à la gravité de la situation, beaucoup d'études ont été réalisées. Leurs conclusions sont bien connues : elles indiquent, hors de toute idéologie, les réformes qu'il faut avoir le courage d'accomplir [...] ». Hors de toute idéologie ? Les 20-21 janvier encore, Hutin père (François-Régis), rendant compte des reproches faits par les membres de l'union européenne à propos de la frilosité et du nombrilisme de la France : « Voilà ce qu'on peut entendre à Paris, dans des rencontres internationales où s'expriment diverses organismes, associations, fondations. »

Sur ces études, sur ceux qui les commandent, sur ces rencontres internationales et ceux qui y assistent, sur ces organismes, associations, fondations qui s'y expriment, on n'en saura pas beaucoup plus. Mais qu'il suffise peut-être de parler d'« Institut », de « Fondation », de « groupe de réflexion », de « sondage », de « rapport », de « commission », d'« études » ou de « rencontres internationales où s'expriment diverses organismes » ; ou même simplement de « Paris » et le tour est joué. Pas besoin d'en dire davantage. Voilà le sort de la France d'en bas entre de bonnes mains.

4. Sélectionner son auditoire.

Le 20 octobre 2004, la FONDATION CONCORDE organisait un petit déjeuner-débat au restaurant Pépita, près des Champs-Élysées à Paris. Invité pour l'occasion, Renaud Dutreil, ministre de la Fonction publique et de la Réforme de l'État, devait s'exprimer sur la question : « Comment insuffler le changement ? ».⁶⁷

La FONDATION CONCORDE, *think tank* ultralibéral proche de Jacques Chirac et de l'UMP, se donne pour mission de « faire de la France le pays le plus prospère d'Europe ». Au programme : « renforcer l'efficacité économique de notre pays en allégeant les charges sur les salariés et les entreprises », « réduire la dépense publique en réformant l'Etat », « moderniser la gouvernance de notre pays et préserver la cohésion nationale. »⁶⁸

Devant les journalistes de l'AFP, de RTL, de *L'Expansion*, et un public tout gagné à la cause réformiste, Renaud Dutreil se lâche :

« À l'heure actuelle, nous sommes un peu méchants avec les fonctionnaires. Leur pouvoir d'achat a perdu 4,5 % depuis 2000. »

⁶⁷ Cf. *Charlie hebdo* n°645, 27/10/2004.

⁶⁸ <http://www.fondationconcorde.com/>

« C'est sur l'Éducation nationale que doit peser l'effort principal de réduction des effectifs de la fonction publique. Sur le 1,2 million de fonctionnaires de l'Éducation nationale, 800 000 sont des enseignants. Licencié dans les back office de l'Éducation nationale, c'est facile, on sait comment faire, avec Éric Woerth [secrétaire d'État à la Réforme de l'État] on prend un cabinet de conseil et on change les processus de travail, on supprime quelques missions. Mais pour les enseignants, c'est plus délicat. Il faudra faire un grand audit. »

« Le problème que nous avons en France, c'est que les gens sont contents des services publics. L'hôpital fonctionne bien, l'école fonctionne bien, la police fonctionne bien. Alors il faut tenir un discours, expliquer que nous sommes à deux doigts d'une crise majeure — c'est ce que fait très bien Michel Camdessus —, mais sans paniquer les gens, car à ce moment-là ils se recroquevillent comme des tortues. »⁶⁹

Le 16 novembre de la même année, la FONDATION organisait une grande conférence sur le thème « Des entreprises au service des hommes ». Plus de 800 personnes, dont de nombreux élus, étaient venues débattre de la mutation des entreprises et des problèmes d'emplois. Invité d'honneur : Nicolas Sarkozy.⁷⁰

LA FONDATION CONCORDE est on ne peut plus claire sur ce sujet : « Notre prochain objectif est (...) de participer à la préparation du projet qui sera présenté aux français en 2007, avec cette fois des forces et une influence plus importantes qu'en 2002. » Dans les rangs de la FONDATION, on trouve Guillaume Sarkozy, ancien numéro 2 du MEDEF et frère du candidat à l'élection présidentielle.

Quand les journalistes de *Charlie hebdo* avaient joint le cabinet de Renaud Dutreil pour obtenir le lieu et l'heure du petit déjeuner-débat, le service de presse du ministre leur avait déclaré que la conférence était interdite aux journalistes. Après la conférence du ministre, lorsque le président de la FONDATION CONCORDE, Michel Rousseau, apprit quel journal ils représentaient, il leur demanda de ne plus venir à ses réunions : « Nous n'avons pas besoin de la presse comme vous. »⁷¹

5. *Faire le contraire de ce qu'on dit.*

En 2006, 17 membres du CERCLE DES ÉCONOMISTES ont publié un ouvrage collectif : *Politique économique de droite, politique économique de gauche.*⁷²

Le magazine *L'Express* fait état de leurs conclusions dans un article intitulé « Gauche-droite. Osez la différence ».⁷³ « Dans son dernier ouvrage, le CERCLE DES ÉCONOMISTES a imaginé les mesures que pourrait prendre chaque camp, avec réalisme, mais en assumant clairement ses convictions. »

⁶⁹ Cf. *Charlie hebdo*, art. cité.

⁷⁰ A. de Font-Réaulx, « Il n'existe pas de société prospère et indépendante sans industrie », in *La revue parlementaire* n° 875, décembre 2004-janvier 2005.

⁷¹ Cf. *Charlie hebdo*, art. cité.

⁷² Editions Perrin.

⁷³ *L'Express* du 2/11/2006.

L'Express présente les membres de ce *think tank* comme des « experts » (2 occurrences), des « spécialistes » (2 occurrences), des « économistes » (6 occurrences), des « enseignants » (1 occurrence).

Christophe Barbier, directeur de la rédaction de l'hebdomadaire, assume ailleurs ce choix lexical :

« Bien sûr que c'est la France d'en haut qui parle à la France d'en haut. Et c'est très bien comme ça. Les gens savent et reconnaissent qu'ils ont besoin d'une élite. Les think tanks n'ont pas forcément besoin de s'adresser à eux car l'important dans leur cas est de toucher les dirigeants. »⁷⁴

En guise d'expert, Jean-Hervé Lorenzi, le Président du CERCLE DES ÉCONOMISTES, est aussi « conseiller du directoire de la compagnie financière Edmond de Rothschild ». Elie Cohen, préposé aux questions liées à l'université et à la recherche dans l'ouvrage précité, est lui-même membre du conseil d'expert de la FONDATION CONCORDE, dont on connaît les préférences politiques. Patrick Artus, « qui a eu l'idée de ce travail », est directeur des études économiques de CDC IXIS, le pôle banque d'investissement du Groupe Caisse d'Épargne. Etc.

L'Express précise que ces économistes sont « habitués à intervenir dans le débat public » et qu'« on les lit et on les entend souvent dans les médias ».

Sur le fond, le magazine de droite résume bien leur propos : « Non, les clivages politiques n'ont pas disparu avec la mondialisation. » Plus loin : « le grand clivage historique qui sépare la France en deux n'est pas forcément englouti par la mondialisation ». Pour en finir avec les « A quoi bon aller voter ? De toute façon c'est tous les mêmes ! » les spécialistes du CERCLE réaffirment l'existence d'une véritable opposition droite/gauche en matière de politique économique. Sauf que, le « grand clivage historique » en question a un peu rétréci au lavage.

Par souci de réalisme, les mesures imaginées par les économistes pour chacun des deux camps doivent en effet se situer dans un contexte général que *L'Express* présente en 5 points : « 1. La compétition des pays émergents va rester redoutable. 2. La concurrence fiscale en Europe limite les possibilités de hausse d'impôts alors qu'il faut diminuer les déficits. La réduction des dépenses est donc nécessaire. 3. Les normes et exigences internationales (de comptabilité, de rentabilité financière, d'ouverture à la concurrence...) sont peut-être contestables, mais il serait vain de fonder des programmes économiques sur leur disparition. 4. Le vieillissement démographique sera violent. 5. Il est impossible de changer à court terme le mandat de la Banque centrale européenne, entièrement vouée à la stabilité des prix. » Voilà, selon nos économistes, le contexte général au sein duquel l'opposition gauche/droite doit se dessiner aujourd'hui.

A partir de là, il faut bien l'avouer, le « grand clivage » en question, opposition de fond, se transforme en un petit désaccord quant à la forme. Les éléphants du Parti Socialiste n'auront pas de mal à se reconnaître dans la politique économique de gauche telle que le CERCLE DES ÉCONOMISTES la présente. A savoir celle d'une gauche sociale-libérale s'inscrivant dans le contexte général de l'économie de marché et du réalisme libéral.

⁷⁴ <http://www.oftt.eu/>

LE CERCLE DES ÉCONOMISTES, mais aussi bien *L'Express* en son nom, nous annoncent que l'opposition gauche/droite n'a pas disparu, qu'elle perdure malgré les modifications économiques observées à l'échelle mondiale, sans nous dire qu'il ne s'agit plus que d'une opposition de détail, de forme. Vider la gauche historique de sa substance et décaler l'opposition gauche/droite à l'intérieur même des limites de l'économie de marché, voilà le travail que s'était fixé la FONDATION SAINT-SIMON hier et que se fixent encore les experts du CERCLE DES ÉCONOMISTES et *L'Express* aujourd'hui. *L'Express*, revue libérale ?

Rendons la parole à Christophe Barbier :

Quand un think tank propose une mesure libérale, il est forcément de droite. L'Institut Montaigne par exemple, c'est d'abord et avant tout l'Institut Montaigne de Claude Bébéar. A cet égard, il est forcément animé d'un courant libéral.⁷⁵

Mais quand on lui demande ensuite de citer ses *think tanks* préférés, il commence par évoquer le très libéral « Institut Montaigne, pour son expertise de haut niveau et la qualité de ses productions régulières ». Viennent ensuite La FONDATION SAINT-SIMON et LA FONDATION JEAN JAURÈS. « Je cite [...] ces noms-là car ce sont ceux que je fréquente et dont je lis les publications. »⁷⁶

6. *Ne pas perdre le Nord.*

Dans l'ouvrage collectif *Histoire du libéralisme en Europe*, Barry Smith, présenté comme « l'un des plus éminents philosophes contemporains » (p. 1397), évoque la question de la signification de la vie et de l'évaluation des civilisations [sic].⁷⁷

Barry Smith fait pourtant partie de cette catégorie de philosophes que la question du sens de la vie n'intéresse pas. Ses recherches en ontologie formelle et en métaphysique analytique profitent bien davantage aux domaines de l'ingénierie (modélisation conceptuelle et constitution de bases de données) et de l'intelligence artificielle qu'à ceux de l'éthique ou de la philosophie politique.⁷⁸ Son collègue et ami Kevin Mulligan va jusqu'à affirmer que l'intérêt de la philosophie pour les questions vitales représente précisément le tournant à partir duquel elle sombre dans la pathologie et le déclin.⁷⁹ Pourquoi alors Barry Smith en vient-il à s'intéresser à la question de la signification de la vie dans une *Histoire du libéralisme en Europe* ?

Barry Smith est membre du LUDWIG VON MISES INSTITUTE, *think tank* néo-libéral américain qui se présente comme « un centre de recherche sur le libéralisme classique, la théorie politique libertarienne et l'école autrichienne d'économie » et

⁷⁵ Ibid.

⁷⁶ Ibid.

⁷⁷ Barry Smith, « La signification de la vie, et comment il convient d'évaluer les civilisations » in *Histoire du libéralisme en Europe*, Ph. Nemo & J. Petitot (dir.), PUF, 2006, p. 1401.

⁷⁸ Cf. Martin Mongin, « Qui sont les nouveaux philosophes analytiques ? Quand la philosophie fricote avec le monde de l'ingénierie », article disponible sur le site <http://golri.net/i2d/>

⁷⁹ Cf. K. Mulligan, « C'était quoi la philosophie dite "continentale" ? », in K. O. Apel, J. Barnes et al., *Un siècle de philosophie : 1900-2000*, Folio essais, 2000.

qui se donne pour mission de « défendre l'économie de marché, la propriété privée, l'argent sûr et des relations internationales pacifiques en s'opposant à l'intervention gouvernementale qui est économiquement et socialement destructrice. »⁸⁰ Pas de mystère ici puisque les coordinateurs de *l'Histoire du libéralisme en Europe* présentent encore Barry Smith comme un « libéral engagé et l'un des derniers à avoir collaboré avec Hayek. » (p. 1397) Mais soucieux de profiter du prestige que le quidam confère d'ordinaire aux philosophes, Barry Smith prend la question du sens de la vie comme simple prétexte pour enfoncer dans les esprits les principes de l'économie de marché. Ainsi, le ridicule ne tuant pas, il propose à ses lecteurs une définition « entrepreneuriale » du sens de la vie :

« Les actions qui comptent authentiquement pour donner sens à la vie sont celles qui consistent à concevoir et réaliser des plans avec l'aide de la raison, de la connaissance que chacun a de ses propres capacités et de son environnement physique et social. » (p. 1406)

Mais pour donner du sens à sa vie, il faut réaliser des plans *qui réussissent*.

« Quand on entreprend de réaliser ses plans, il est important que cette réalisation soit une réussite authentique compte tenu de ce qu'est la personne en question et de ce qu'elle peut faire dans les circonstances en question. » (p. 1406)

Il doit donc exister des critères objectifs et publics permettant de déterminer si une vie a du sens ou non, donc permettant d'en évaluer le *degré* de signification.

« Une vie signifiante [...] est une vie qui repose sur des réalisations honnêtes, c'est-à-dire sur des réalisations qui seraient qualifiées telles selon des critères publics de succès appliqués honnêtement et correctement sur la base de toute l'information pertinente nécessaire. » (p. 1407)

Il y a encore peu de temps, la question du sens de la vie se posait en de tout autres termes en philosophie. Mais pas de quoi arrêter notre « éminent philosophe ». Le type de société le plus propice au développement de vies signifiantes est, selon Smith, la société libérale « au sens où Hayek la décrit ».

« Une société dans laquelle les individus et les groupes ont la plus grande liberté possible de concevoir et de réaliser leurs propres plans. En même temps [...] une société où les actes et leurs conséquences seraient tant et si bien liés que les gens y seraient récompensés quand ils font de bonnes choses et sanctionnés quand ils en font de mauvaises. » (p. 1408)

Et le critère permettant d'évaluer le *degré* de signification d'une vie est tout trouvé. Après tous ces détours, Barry Smith ôte son masque de philosophe et prend maintenant la parole au nom du LUDWIG VON MISES INSTITUTE :

« Les opérations sur un libre marché sont un domaine de l'activité humaine où il existe une mesure objective du succès — à savoir, les profits. L'entreprise est, par elle-même, un moyen pour les individus et les groupes de mener des vies signifiantes. » (p. 1409)

De quoi se faire retourner dans leurs tombes les philosophes de tous les cimetières du monde !⁸¹

⁸⁰ <http://www.mises.org/>

Think tanks Français d’hier et d’aujourd’hui.

La Fondation Saint-Simon | L’Association pour la liberté économique et le progrès social (ALEPS) | Le Cercle des entreprises offensives | Le Club Galilée | L’Institut Choiseul | Esprits d’entreprise | L’Institut Thomas More | La Fondation Robert-Schuman | Penser public | L’Institut de l’entreprise | L’Ami public | Le Cercle des économistes | Croissance plus | Notre Europe | Le Forum Carolus | L’Institut Montaigne | Liberté chérie | La Fondation Jean-Jaurès | L’Institut La Boétie | Génération entreprise | Le forum franco-allemand | L’Institut Aspen France | La Fondation Prométhée | Le Cercle Alexis de Tocqueville | La Fondation Concorde | La République des idées | La Fondation pour la recherche stratégique | L’Institut Turgot | L’Institut français des relations internationales (IFRI) | Les semaines sociales de France | Phare et balise | Le Club des vigilants | En temps réel | L’Institut de Locarn | Entreprise et progrès | L’Institut français pour la recherche sur les administrations publiques (IFRAP) | Paradigmes et cætera | L’Institut Molinari | La Fondation pour l’innovation politique | L’Observatoire français des think tanks (OFTT) | Le Siècle | A gauche en Europe (AG2E) | Le Club de l’Horloge | Le Centre Thucydide | Le Club de la boussole | La Conférence Olivaint | La Fondation Res Publica | La Conférence Périclès | Le Groupe des belles feuilles | Pensez libre | Confrontations Europe | Danton | Telos | L’Institut France stratégie | La Fondation Copernic | etc.

⁸¹ Mais Barry Smith ne s’arrête pas en si bon chemin : comme il est possible d’évaluer et de comparer les civilisations selon qu’elles sont « propices au fait de mener une vie pleine de sens » (p. 1404) ou non, et l’ordre libéral étant « de nature à maximiser le degré auquel les hommes peuvent mener des vies significantes » (p. 1410), les civilisations occidentales fondées sur cet ordre acquièrent par là même le statut de meilleure forme d’organisation sociale possible. A condition toutefois qu’on n’en fausse pas les principes en imposant à la société « des conceptions artificielles, en vertu d’une prétendue connaissance privilégiée que posséderaient le gouvernement ou les planificateurs » (p. 1410). Haro sur l’Etat ! Vive le Marché !

[...] et le docteur se déclara pour le progrès. « Car enfin, monsieur, nous avons besoin de réformes. » — « Possible ! » répondit Foureau ; « mais toutes ces idées-là nuisent aux affaires. » — « Je me fiche des affaires ! » s'écria Pécuchet. Vaucorbeil poursuivit : — « Au moins, donnez-nous l'adjonction des capacités. » Bouvard n'allait pas jusque là. — « C'est votre opinion ? » reprit le docteur. « Vous êtes toisé ! Bonsoir ! et je vous souhaite un déluge pour naviguer dans votre bassin ! »

Gustave FLAUBERT

—